

Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques?

--

Action collective : Diversités et transformations (3/3)

--

Fichier d'activités

Étape 1 : Vérification des connaissances : (15 min)

Exercice 1 : Parmi les revendications ci-dessous, identifiez lesquelles sont des revendications matérialistes, et lesquelles sont des revendications post-matérialistes.

	Revendications matérialistes	Revendications post-matérialistes
Demander des hausses de salaire		
Demander l'ouverture du mariage aux couples de même sexe		
Protester contre la hausse de la taxe carbone		
Demander la reconnaissance du basque comme langue officielle		
Demander l'accès au logement pour tous		
Demander la hausse du salaire minimum		
Revendiquer une baisse du temps de travail		
Protester contre l'implantation d'un centre commerciale dans une zone humide où vit une espère protégée		
Demander le changement de nom d'un centre de recherche sur les maladies dégénératives nommé P. Broca (scientifique raciste et sexiste)		

Exercice 2 : Associez à chaque mouvement à un type de conflit

	Conflits du travail	Nouveaux enjeux de mobilisation	Luttes minoritaires
Le mouvement des Gilets Jaunes			
Le mouvement contre la réforme des retraites (2019-2020)			
Les marches organisées par « nous toutes » contre les violences envers les femmes et enfants			
La Zone A Défendre de Notre Dame des Landes			
Le mouvement black lives matter			
La lutte des ouvriers de Goodyear contre la fermeture de leur usine			
La lutte des femmes de ménages d'Ibis Clichy-Batignolles pour des hausses de salaires			
Le mouvement « ni pauvres ni soumis », revendiquant l'inclusion sociale des personnes handicapées			
L'intrusion d'un militant de Greenpeace dans une centrale nucléaire pour alerter des dangers du nucléaire en octobre 2017			
La mobilisation des étudiant(e)s de Tolbiac contre Parcoursup et la sélection à l'université en 2018			

Exercice 3 : Classez chacune des actions collectives dans le tableau

- a. Fauchage de maïs transgénique
- b. Pétition contre la souffrance animale
- c. Incendie de mannequins de pailles habillés en costumes locaux
- d. Die-in : s'allonger sur le sol pour symboliser les victimes d'un phénomène (Act up)
- e. Révoltes paysannes (jacqueries)
- f. Zaps : actions éclaires, bruyantes et visibles visant des personnalités homophobes
- g. Charivari : rassemblement tapageur et coloré sous les fenêtres d'un adversaire pour le conspuer
- h. Manifestation contre la réforme des retraites
- i. barrages routiers
- j. Forum social altermondialiste
- k. occupation durable de l'espace public (Indignés, ZAD, Nuit debout)
- l. charge des black blocs contre les forces de l'ordre
- m. Occupation des ronds-points
- n. greve des cheminots
- o. Raids informatiques opérés par des « hacktivistes » d'Anonymous

Répertoire local-patronné (1650-1850)	Répertoire national-autonome (1850-1980)	Répertoire transnational (depuis les années 1980)

Étape 2 : Étude de documents (2h)

Exercice : Evolution des mouvements sociaux (cf annexe 1)

Document 1 : De nouveaux enjeux de la mobilisation se développent dans les années 1970

La moitié du XXe siècle est une période importante de mutation des mouvements sociaux, en lien avec les transformations sociales et économiques (déindustrialisation des économies occidentales, fin de la Guerre Froide et de la mondialisation). Ainsi, le mouvement ouvrier, caractérisé par l'opposition qu'il met en place, entre au sein de l'usine (travailleurs et syndicats contre propriétaires des moyens de production), s'étiolle à partir des années 1960, avec la fin de la « conscience ouvrière » et l'essor de l'économie de service. 1968 marque un tournant avec l'apparition des « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1968), qu'il faut intervenir de nouvelles figures de l'action collective comme les étudiants, les régionalistes, les féministes ou encore les homosexuels. Ces groupes portent des revendications d'ordre culturel, dans des luttes désormais transversales, qui ne se limitent pas à un pays en particulier et portent sur les effets de pouvoir en tant que tel¹. Ces nouveaux mouvements sociaux s'accompagnent de l'affirmation du sujet et de la dimension globale des luttes, conduisant à partir des années 1980, à l'émergence des mouvements globaux structurés autour des

organisations non-gouvernementales (comme le mouvement altermondialiste) et reposant sur la combinaison d'actions très locales et d'une Structuration mondiale.

P. BOYE et al., « Les déterminants de la moindre mobilisation des « gilets jaunes » », Working Papers, CR IST, juillet 2019

1. Ce dernier point implique la disparition dans les revendications d'un adversaire identifié. Les nouveaux mouvements sociaux interrogent les formes de domination et de pouvoir dans la société, touchant les sphères publiques (politique, travail) que privés.

Questions :

1. Quelles sont les revendications du mouvement ouvrier
2. Les revendications portées par les « nouveaux mouvements sociaux » sont-elles nouvelles ?
3. Comment peut-on expliquer l'émergence de ces revendications ?

Document 2 : La grève chez les travailleurs précaires

Les travaux sur les mobilisations sectorielles sont ici intéressants pour ceux qui le disent des conditions d'appropriation de la grève, mais aussi d'autres modalités d'action, en particulier par des travailleurs précaires, comme les sans-papiers dans l'hôtellerie et la restauration, les caissières de supermarché ou encore les aides à domicile. Dans ce dernier cas, les syndicats sont souvent absents lorsque des premières formes d'action collective émergent [...] Ce déplacement de conflictualité du travail vers des secteurs [...] moins organisés sur le plan syndical, marqués par une très forte précarité, éclaire dès lors un double phénomène particulièrement prégnant aujourd'hui : le maintien de forme de combativité, malgré les transformations des formes d'emploi et du rapport salarial, mais aussi le défi d'adaptation auquel est confronté le syndicalisme.

Sophie Bérout, « les transformations des conflits du travail en France », idées économiques et sociales, numéro 178,2014/4

Questions :

1. Comment peut-on expliquer que les syndicats sont peu présents dans certaines professions comme les aides à domicile ?
2. En quoi la situation décrite dans le document correspond à un « défi d'adaptation » pour le syndicalisme en France ?

Document 3 : « Black Lives Matter »

Depuis plus de trois ans, Black Lives Matter s'est constitué comme un vaste mouvement social cherchant à révéler et à démanteler ce que ces militants considèrent être la violence institutionnelle dirigée contre les minorités raciales aux États-Unis. L'acquiescement contestée en juillet 2013 du vigile Georges Zimmermann dans la mort du jeune Africain-Américain Trayvon Martin fut à l'origine de la formule #Blacklivesmatter, d'abord lancé sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter.[...].

La coalition à l'origine du mouvement Black Lives Matter s'enracine dans une compréhension de l'injustice sociale comme phénomène structurel de longue durée. En cela, le mouvement récuse les conceptions psychologiques dominante dans les champs politiques, médiatique et scientifique considérant le racisme comme la conséquence de l'intention individuelle.

Comprenant le racisme comme un phénomène structurel ou institutionnel, c'est-à-dire comme un phénomène se reproduisant à l'intérieur des systèmes sociaux (système scolaire, judiciaire, politique, économique, de santé, etc.), le mouvement s'assigne comme tâche de changer les structures du pouvoir dans

la société, voire de provoquer une révolution. À côté des concepts classiques comme « racisme institutionnel » et « suprématie blanche », le mouvement a recours à des concepts plus neufs comme « racisme d'État » et « violence d'État » insistant spécifiquement sur le rôle actif de l'État dans la perpétuation de la violence raciste à l'égard des communautés de couleurs.

Audrey Célestine, Nicolas Martin-Breteau, « un mouvement, pas un moment : Black lives Matter et la reconfiguration des luttes minoritaires à l'air Obama », politique américaine, numéro 28, l'Harmattan.

Questions :

1. Quels sont les points de départ et les revendications du mouvement Black Lives Matter ?
2. Pourquoi peut-on parler de lutte minoritaire à propos de ce mouvement ?
3. Expliquer la phrase soulignée
4. Proposer d'autres exemples passés ou actuels de luttes minoritaires en France

Document 4 : Le mouvement des Gilets Jaunes

Visualisez la vidéo 2min 54 : <https://www.lumni.fr/video/les-gilets-jaunes-une-nouvelle-forme-de-contestation>

Questions

1. Quels sont les principales revendications des gilets jaunes ?
2. En quoi ce mouvement est-il original ? Comparez son mode d'organisation à celui d'un syndicat ou d'un parti politique.
3. Quels sont les avantages et les limites de ce type d'organisation ? Remplissez le tableau suivant

Inconvénients de l'organisation horizontale et décentralisée	Avantages de l'organisation horizontale et décentralisée

Exercice : La diversité des acteurs de l'action collective

Document 5 : L'essor de la place des associations et des collectifs dans les actions collectives : un signe de transformation des formes de militantisme ?

La place importante prise par les associations et les collectifs pour structurer l'engagement peut notamment s'expliquer par des transformations plus larges du militantisme. Le politiste Jacques Ion (« La fin des militants ? », 1997, « s'engager dans une société d'individus », 2012) a proposé une interprétation de ces évolutions. Dans ce livre, il décrit deux modèles-types d'engagement : le militant traditionnel et le militant « post-it ».

Les militants traditionnels (jusqu'aux années 1970) adhéraient à des groupements durables (syndicats ou partis politiques notamment), et leur engagement impliquait avant tout de se fondre dans le collectif et de se mettre au service d'une organisation hiérarchique au mode de décision vertical (l'adhérent(e) de base réalise les actions dictées par les personnes situées plus haut que lui ou elle dans la hiérarchie de l'organisation). L'engagement se faisait souvent en débordant sur la vie privée, voire en sacrifiant sa vie

professionnelle. Il impliquait le plus souvent une reconfiguration des réseaux de sociabilité (renforcement des liens avec les autres militants, distanciation d'avec les non militants). Enfin, il impliquait la revendication d'une identité collective clairement affirmée : les militant(e)s se revendiquaient ouvriers et communistes, agriculteurs et catholiques, etc. Les militant(e)s était fortement imprégné(e)s des valeurs et des normes de l'organisation militante, qui organisait méthodiquement la formation de ses militant(e)s. La figure du militant qui se rapproche le plus de ce modèle est le militant ouvrier de la CGT et du PCF, dédiant sa vie à la cause communiste et au mouvement ouvrier, au nom d'un futur révolutionnaire espéré.

Or d'après J. Ion, les militants actuels (depuis les années 1980) s'associent davantage dans des groupements militants ou des associations, et militent de manière plus distanciée qu'auparavant : l'intensité de leur engagement fluctue dans le temps ; ils s'investissent temporairement pour une cause avant de militer pour une autre, dans le cadre d'un autre collectif militant (d'où l'image du militant « post-it »), ils revendiquent la possibilité d'un engagement moins total, n'impliquant pas le « sacrifice » de leur vie personnelle et de l'intégralité de leurs temps de loisirs. Ils aspirent également à pouvoir influencer davantage la stratégie et les modes d'actions du collectif dont ils font partie, et cherchent à garder une certaine indépendance de pensée et d'action vis-à-vis de l'idéologie défendue par leur groupement d'appartenance. Leur engagement serait aussi plus pragmatique, à la recherche d'avancées concrètes et rapidement visibles, et moins idéologique et tendu vers un hypothétique changement de grande ampleur.

Ces transformations du militantisme s'expliqueraient par une transformation des valeurs dominantes de la société : montée de l'individualisme et de l'aspiration à l'autonomie vis-à-vis des collectifs, aspiration à davantage de démocratie... elles-mêmes dues à des transformations socio-économiques structurelles : essor des classes moyennes, hausse du niveau de diplôme, essor des technologies de communication de masse qui facilitent la coordination des actions sans passer par des organisations officielles...).

Synthèse de Mr O.Louail, d'après l'article « engagement distancié » in. C. Péchu, L. Mathieu, O. Fillieule, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2009

Questions

1. Remplissez le tableau suivant à partir du document.

	Engagement traditionnel	Engagement post-it
Type d'organisations dans lequel se réalise l'engagement		
Existe-t-il une hiérarchie bien définie dans l'organisation, qui s'impose aux adhérents de base avec peu de possibilités d'influencer les actions menées ou la ligne stratégique ?	Oui/Non	Oui/Non
Cet engagement suppose-t-il l'adhésion à une idéologie politique bien définie ?	Oui/Non	Oui/Non
L'engagement vise-t-il plutôt des changements de grande ampleur, ou des petites avancées concrètes ?	Changement de grande ampleur/petites avancées concrètes	Changement de grande ampleur/petites avancées concrètes
S'agit-il nécessairement d'un engagement durable ?	Oui/Non	Oui/Non
Prend-il une place importante dans la vie de la personne concernée ?	Oui/Non	Oui/Non

2. En quoi peut-on dire que les personnes engagées dans le mouvement des Gilets Jaunes correspondent bien au modèle de l'engagement « Post-it » ?

3. En quoi peut-on dire que la consommation engagée correspond bien au modèle de l'engagement « post-it » ?

Document 6 : Les Gilets jaunes, révélateur d'une crise de la démocratie représentative

Le mouvement des gilets jaunes a troublé le jeu représentatif traditionnel, fondé sur une division du travail entre partis et syndicats : la défense des intérêts catégoriels revient aux syndicats et la tâche d'articuler les revendications en proposition politique [...] incombe aux partis. Le mouvement agit comme un révélateur de l'effritement des organisations politiques. La protestation sociale passe par d'autres canaux. [...] Les réseaux sociaux semblent avoir réduit l'avantage structurel que les élites ont sur la population dominée : le monopole des opinions, le contrôle de l'agenda, de l'ordre du jour, de ce qui est important. [...] Outre la structuration de l'opinion, le mouvement a assumé une autre fonction que les organisations politiques remplissent de moins en moins : celle de la sociabilité, de solidarité et de socialisation. [...] La convivialité des ronds-points, la fraternité et l'entraide qui les animaient [...] ont aussi été le creuset d'un processus de politisation et d'apprentissage de la politique. [Cependant] les forces du mouvement (souplesse, horizontalité...) sont aussi ses faiblesses (absence d'horizon stratégie claire, de lisibilité...). [...] Propulsé sur les réseaux, les leaders revendiquent le fait de ne pas être et sont contestés s'ils le sont trop. [Faute] de porte-parole reconnus [...] le sens du mouvement a été qualifié depuis l'extérieur : on l'a fait parler... beaucoup et souvent pour le desservir. [...]

Les gilets jaunes sont un révélateur puissant d'une crise de la démocratie représentative. [...] Ne pas être ou être devenu un parti ou une organisation : c'est à la fois la force des gilets jaunes... et leurs faiblesses. [...] Les organisations restent sans doute en démocratie représentative des structures indispensables.

Remi Lefebvre, « Les gilets jaunes et les exigences de la représentation politique » La vie des idées, 10 septembre 2019

Questions :

1. De quoi le mouvement des gilets jaunes est-il révélateur ?
2. Quelles sont les forces et les faiblesses de ce mouvement ?
3. Quelle est la contradiction (le paradoxe) fondamentale au cœur de ces mobilisations ?

Document 7 : Le rôle des groupements

En 2019, la France a découvert le terme [Féminicide] qui désigne le meurtre d'une femme en raison de son genre—d'après la définition donnée depuis 2015 par le Petit Robert. Depuis le mois de juillet et grâce au collectif « Féminicides par compagnon ou texte », ce que l'on découvre au-delà de cette définition, ce sont des histoires de vies brisées, des pouvoirs publics encore trop souvent inopérants et un chiffre terrible comptabilisé par ce collectif : 149 Féminicides commis sur le territoire français au cours des années 2019 [...]

Ce collectif réalise un travail minutieux en comptabilisant les meurtres de femmes depuis 2016. Pour ses membres, l'objectif est de soutenir les familles de victimes et leur permettre de faire reconnaître cette mort comme un féminicide. En juin, ils lancent un appel dans le journal Le Parisien, intitulé « Protégez les ». À partir du mois de juillet dernier, le pari est réussi puisque les médias reprennent alors massivement le terme de féminicide et les chiffres du collectif à leur compte. Au-delà de la bataille de chiffres, depuis cet été, ces débats et ces enquêtes au sein du monde associatif et médiatique sont tels, que le gouvernement a dû lui aussi réagir : Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la

lutte contre les discriminations¹ et le gouvernement ont organisé un Grenelle des violences conjugales de septembre à novembre 2019.

Julia, membres du collectif « Féminicide par compagnon ou ex », estime que les conclusions et les décisions prises par le gouvernement ne vont pas améliorer la situation concrète 200 000 femmes victimes, même si le Grenelle a été un bon moyen de communiquer et de débattre des violences faites aux femmes [...].

Ouafia Kkeniche, « 2019 l'année où le féminicide s'est imposé dans la société française », Radio France/France Inter, 31 décembre 2019

1. Jusqu'en juillet 2020

Questions :

1. Montrez comment quelques personnes engagées sont parvenues à agir sur le pouvoir politique en imposant le féminicide dans l'agenda politique
2. Selon vous, qu'est ce qui peut pousser des individus à s'organiser plutôt en collectif, groupement et non en association ?
3. Quelles sont les limites d'une telle organisation par rapport aux partis politiques, syndicats et associations ?

Exercice 2 : Les répertoires de l'action collective (cf annexe 2)

Document 8 : les groupes contestataires mobilisent différents moyens d'action

Le concept de répertoire d'action collective désigne le stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu. Charles Tilly, à qui l'on doit ce concept, [...] à montrer, grâce à un travail sur de longues périodes dans différents pays comme la France ou la Grande-Bretagne, qu'on avait assisté à une modification des répertoires d'action au cours du temps. Ainsi, en France les modes d'action ont considérablement évolué en quatre siècles : le charivari (qui consiste à s'assembler bruyamment avec des instruments improvisés sous les fenêtres de personnes dont on dénonce le comportement), les émeutes du grain, les révolte contre les taxes ou les invasions de champs prévalant du XVI^e au XVIII^e siècle vont laisser la place au XIX^e siècle à des nouveaux modes d'action comme la grève ou la manifestation. [...].

A ces deux répertoires, ancien et moderne, certains acteurs vont être tenté d'ajouter un troisième répertoire naissant au XX^e siècle. Ainsi, les théoriciens des nouveaux mouvements sociaux des années 1960 vont caractériser ces derniers par la nouveauté de leurs enjeux, de leurs valeurs et de leurs acteurs mais aussi dans leur mode d'action, qui seraient marqués par l'expression des identités plutôt qu'orientés stratégiquement, et qui laisseraient une large part à l'action directe. De façon moins controversée, d'autres auteurs vont voir dans le processus d'internationalisation des répertoires le signe d'une transformation décisive. Ainsi Érik Neveu émet hypothèse que l'on est peut-être aujourd'hui, au tournant du XXI^e siècle, avec l'importance prise par les phénomènes de mondialisation, face à l'émergence d'un répertoire de troisième génération se déroulant « dans un espace supranational », « visant des enjeux très techniques » et donnant « une place clés à l'expertise ».

Cécile Péchu, « Répertoire d'action » in Olivier Fillieule et al., Dictionnaire des mouvements sociaux, 2009 Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Questions :

1. Expliquez le concept de « répertoire d'action collective »
2. Comment ont évolué les répertoires d'action entre le XVI^e siècle et le XIX^e siècle ?
3. Le répertoire d'action qui émerge au XIX^e siècle est-il toujours en vigueur aujourd'hui ?

Document 9 : Vers de nouvelles formes de protestation ?

D'emblée, il est apparu qu'Internet contribuait à étendre les moyens d'action disponibles. Qui s'agisse des groupes de discussion, de la messagerie électronique, des sites Web des blogs ou des réseaux sociaux, tous ces dispositifs en ligne ont été mobilisés pour agir collectivement. Des militants s'en sont servis pour aller au contact des citoyens, pour diffuser de l'information pour faire signer des pétitions ou pour coordonner l'envoi massif de messages de protestations en direction d'une cible donnée (une institution, une entreprise, etc.). Si, une grande partie des moyens d'action traditionnels – le tract, le journal militant, la pétition, etc.– ont été adaptés sur Internet [...].

De nouveaux moyens d'action sont aussi apparus qui n'avaient pas toujours d'équivalent hors-ligne. Certains d'entre eux se rattachent à « l'hactivisme » qui désigne le mouvement par lequel des programmeurs et des hackers mettent leurs compétences au service d'une cause politique.

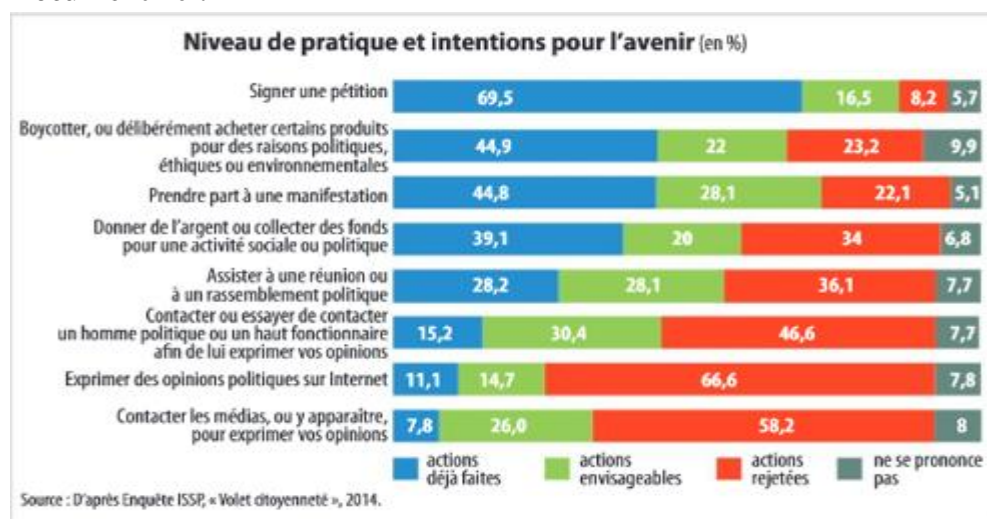
Cette extension du répertoire d'action pose la question de l'articulation entre les différents moyens d'action, à la fois en ligne et hors-ligne, auxquels les mobilisations ont souvent recours de façon conjointe. Telle mobilisation qui émerge en ligne peut ensuite donner lieu à des protestations de rue, éventuellement accompagnées de pétitions en ligne.

Jean-Samuel Beuscart, Éric Dagiral, Sylvain Parasio, Sociologie d'Internet, Armand Colin, 2019 pour la deuxième édition, Malakoff.

Questions :

1. Dans quelle mesure internet a-t-il modifié les manières de s'engager dans une action collective ?
2. Pourquoi les réseaux sociaux peuvent-ils susciter de nouvelles formes d'engagement ?
3. Selon vous, quelles sont les limites de ce type de militantisme sur les réseaux sociaux

Document 10 :



Questions :

1. Quelle est la proportion des français qui ont déjà pris part à une manifestation ?
2. Qu'est ce qui caractérise les actions les plus utilisées par les français ?
3. Comment expliquer que certaines de ces actions politiques soient davantage rejetées qu'envisagées ?

Étape 3 : Tâche finale : EC1 (40 min)

Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

A l'aide d'exemples, montrez que les enjeux de l'action collective se diversifient dans les sociétés démocratiques.

Étape 3 : Tâche finale : Dissertation (4 heures)

Dissertation à l'aide d'un dossier documentaire : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Par groupe de 4, vous devez réaliser les points suivants dans l'ordre :

- *Faire une analyse du sujet*
- *Analyser les documents en complétant le tableau suivant*
- *Elaborer un plan détaillé : avec des titres comprenant une phrase (sujet, verbe, complément)
des arguments sous forme d'AEI*
- *Rédiger l'introduction et la conclusion*

Quelles sont les principales transformations de l'action collective ?

Document 1 : L'influence des formes de participation politique selon les français

Réponses obtenues à la question : « Selon vous, qu'est-ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? »

En % ¹	2009	2010	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Voter aux élections	61	67	65	63	61	58	60	61	55
Boycotter des entreprises ou des produits	35	35	38	29	29	41	39	43	37
Manifester dans la rue	30	23	32	32	30	31	26	26	42
Faire grève	27	20	21	23	22	20	19	21	27
Militer dans un parti politique	12	11	9	7	6	8	7	8	8
Discuter sur Internet, sur un blog ou un forum	8	4	7	4	4	7	6	8	5

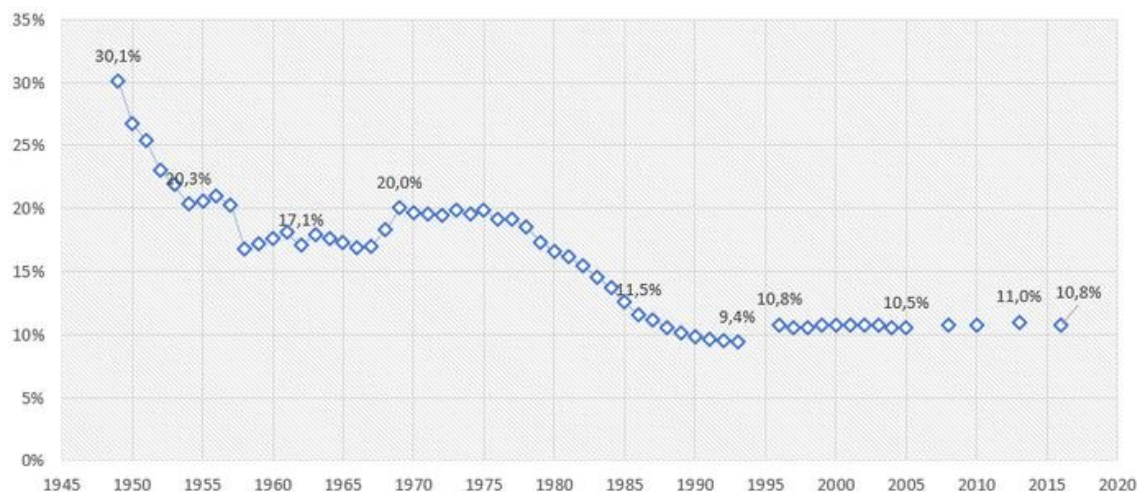
Champ : étude réalisée auprès d'un échantillon de 2 064 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales.

1. La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car deux réponses étaient possibles.

D'après « Baromètre de la confiance politique », CEVIPOF, 2019.

Document 2 :

La syndicalisation des salariés en France depuis 1949



Sources : Séries longues, DARES octobre 2018.

Document 3 :

La consommation engagée résiste bien à la crise. La consommation des produits bio a ainsi doublé depuis 2007. Celle des produits labellisés équitable Max Havelaar a progressé de 60 %. Comment l'expliquer ? « La consommation responsable n'a pas qu'une vocation altruiste », analyse la sociologue Sophie Debuissou-Quellier, elle peut aussi permettre d'économiser l'eau, l'électricité ou de préserver sa santé. Ce n'est donc pas un hasard si le bio progresse plus que l'équitable. Plus fondamentalement, ces consommateurs engagés ont recomposé leurs achats autour de valeurs essentielles à leurs yeux, qui ne relèvent donc pas du superflu que l'on pourrait rogner en temps de crise. [...]

La consommation responsable progresse de façon remarquable, mais hormis sur des marchés comme le café (3 % du café arabica consommé en France et équitable) ou les bananes, elle reste marginale.

Manuel Domergue, l'irruption des consommateurs engagé » Alternatives économiques, 2014

Annexe 1- Chronologie des mobilisations collectives emblématiques en France depuis mai 1968

Année	Événement	Objet central	Acteurs centraux
1968	Événements de mai 1968	Libéralisation des mœurs ; conditions de travail et d'emploi ; démocratisation de la société, contestation des rapports de domination	mobilisations syndicales salariales (notamment ouvrières), mouvements de jeunesse, mouvement féministe, partis politiques...
1970	Mobilisation des manœuvres et OS des usines Penarroya de St Denis (début de mobilisations similaires dans l'industrie, 1970-1973)	Conditions de travail et d'emploi des travailleurs immigrés	Collectifs militants, syndicats
	Naissance du Mouvement de libération des femmes (MLF) : dépôt d'une gerbe en l'honneur de la femme du soldat inconnu à l'arc de triomphe à Paris	Féminisme	Collectifs militants
1971	Manifeste des 343 dans le Nouvel Obs	Défense du droit à l'avortement	Collectifs militants
1973	Apogée du mouvement du Larzac (1971-1981)	Anti-militarisme, écologie, défense de la paysannerie, régionalisme	Collectifs, associations militantes
	Grèves de la faim collectives de sans papiers	Régularisation des immigrés	Associations, collectifs
	Début du mouvement des LIP	Auto-gestion ouvrière, anticapitalisme, lutte	Syndicats (CFDT), partis politiques

		contre les licenciements	(PSU, LCR, Gauche prolétarienne), collectifs
	Création du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC)- rassemblement de diverses associations et collectifs	Défense du droit à l'avortement	Associations, collectifs militants
1978	Mouvement contre la centrale nucléaire de Plogoff	Anti-nucléaire	Associations écologistes,
	Grèves des sidérurgistes en Lorraine	Lutte contre la désindustrialisation et les délocalisations	Syndicats
1983	Marche pour l'égalité et contre le racisme	Lutte contre le racisme ; reconnaissance sociale et intégration des descendants d'immigrés	Associations et collectifs représentant des descendants d'immigrés, associations religieuses, partis politiques
1984	« Mouvement de l'école libre »	Défense de l'enseignement privé	Associations catholiques
	Création des Restos du coeur	Lutte contre la pauvreté, traitement social de la pauvreté	Associations caritatives
1985			
1986	Mobilisation lycéenne contre la loi Devaquet	Lutte contre la sélection à l'université	Syndicats lycéens et étudiants, lycéens et étudiants non organisés
1988	Actions coup de poing d'associations anti-avortement dans des centre pratiquant l'IVG	Lutte contre l'avortement	Associations confessionnelles
1990	Emeutes de Vaulx-en-Velin	Dénonciation des violences policières, manque d'intégration de la jeunesse des quartiers populaires	Non organisées
1994	Création du Sidaction (apogée du mouvement de lutte contre le SIDA, apparu au milieu des années 1980)		Associations de malades
	Squat de la rue du Dragon	Lutte contre le mal-logement, la précarité, la pauvreté	Associations, collectifs
1995	Mouvement social de décembre 1995	Rejet de la réforme des retraites	Syndicats et collectifs de salariés
	Début des mobilisations pour la parité en politique	Promotion de la parité hommes/femmes en politique	Associations, collectifs
1996	Mouvements des sans-papiers de l'église Saint Bernard (Paris)	Régularisation des immigrés	Collectifs, associations
1997	Mouvement national des chômeurs	Lutte contre le chômage et traitement social du chômage;	Associations de chômeurs, syndicats
1998	Création d'ATTAC et essor du mouvement altermondialiste	Critique de la mondialisation libérale et du capitalisme financier, écologie	Associations, collectifs, syndicats
1999	Mobilisations pro- et anti PACS	Reconnaissance des identités sexuelles minoritaires ; Mouvement en faveur (et hostiles) à la création d'une union civile des couples de même sexe	Associations, collectifs
2000	Rassemblement de soutien à José Bové, condamné pour le démontage d'un restaurant Mc Donald's	Lutte contre les OGM et la « malbouffe », défense de l'agriculture paysanne, altermondialisme	Associations, syndicats paysans, collectifs
2003	Manifestation contre la guerre en Irak	Pacifisme, anti-colonialisme	Syndicats, partis politiques, collectifs, associations
	Mouvement contre la réforme des retraites	Rejet de la réforme des retraites	Syndicats, partis politiques, collectifs
2005	Emeutes dans les banlieues (révoltes dans les quartiers populaires)	Dénonciation des violences policières ; de l'exclusion des quartiers populaires	Faiblement organisées ; présence de collectifs
2006	Mouvement contre le contrat Première embauche	Rejet du contrat première embauche (contrat de travail moins protecteur pour les jeunes)	Syndicats, partis politiques, collectifs
2007	Mouvement des enfants de Don Quichotte	Relogement des SDF, lutte contre la pauvreté et la précarité	Association
2008	Mouvement des travailleurs sans papiers (2006-2010)	Régularisation des travailleurs sans papiers	Associations de défense des sans papiers, syndicats
	Mobilisation des ouvriers de Molex	Lutte contre les délocalisations d'entreprises	Syndicats, élus, collectifs
2010	Mouvement contre la réforme des retraites	Rejet de la réforme des retraites	Syndicats, partis politiques, collectifs

2012	Mouvement en faveur du mariage pour tous	Mouvement en faveur de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe	Associations, partis politiques, collectifs
	« Manif pour tous »	Mouvement hostile à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe	Associations, collectifs
	Installation de la Zone à défendre (ZAD) de Notre Dame des Landes (Loire-Atlantique)	Lutte contre l'implantation d'un aéroport ; lutte pour la transition écologique	Collectifs
2013	Mouvement des bonnets rouges	Lutte contre la hausse de la taxe carbone	Collectifs
2015	Manifestations contre les attentats de Charlie Hebdo	Lutte contre le terrorisme	Faiblement organisées. Présence d'associations, collectifs, partis politiques
2016	Mouvement contre la loi travail	Rejet de la loi travail (réforme du marché du travail)	Syndicats, partis politiques, collectifs
	Nuit Debout	Rejet de la loi travail ; anti-capitalisme, demande de démocratie	Collectifs
2017	Le mouvement #metoo se diffuse en France (#balancetonporc)	Lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes	Associations, collectifs, initiatives individuelles
2018	Premières marches pour le climat	Lutte contre le réchauffement climatique	Associations et collectifs écologistes
2019	Mouvement des gilets jaunes	Rejet d'une hausse de la taxe Carbone, pouvoir d'achat, justice sociale et environnementale	Mouvement non coordonné par une organisation officielle ou un collectif au départ
2020	Mouvement contre la réforme des retraites	Rejet d'une réforme des retraites	Syndicats, partis politiques, collectifs

Mr O. Louail

Annexe 2 – Synthèse des répertoires de l'action publique

	local-patronné (1650-1850)	national-autonome (1848-1980)	transnational-solidariste (en gestation) (depuis 1980)
Type d'intérêts défendus	Corporation, communauté, village : sabotage de machine, refus de la clôture des terres communales, expulsion d'agent du fisc, etc.	Variés, portés par divers groupements : association, syndicat, groupe d'intérêt, etc.	Plus universels et techniques (environnement, lutte contre la mondialisation néolibérale, etc.) : ONG, association internationale, etc.
Rapport aux autorités	Recours au soutien de puissants « patrons » (notables) : prêtre ou noble local	Organisation et porte-parole autonomes, défi direct aux autorités	Réticence à toute délégation politique, aux récupérations partisans : forum, pétition, désobéissance civile
Cadres de la protestation	Fête locale, rassemblement autorisé : carnivals, etc.	Organisation d'assemblées : assemblée générale, états généraux	Du « local au global » : forums sociaux, ZAD, campements d'« Indignés », Nuit debout, etc.
Formulation des revendications	Codée : détournement de symboles (pendaison de mannequins, etc.)	Explicite : programme, mot d'ordre national, slogan, pétition, tract, manifeste, etc.	Militantisme d'expertise, rôle accru du droit et des médias : manifestation « de papier »
Lieux des mobilisations	Les sites mêmes de l'injustice	Lieux les plus visibles, sites du pouvoir : cortèges parisiens, etc.	Lieux symbolisant la mondialisation néolibérale : contre-sommet altermondialiste, etc.
Niveau de violence	Fort. Confrontation physique, répression brutale	Faible. Protestation plus ritualisée, pacifiée	Faible. Recul de la violence politique

Bordas (librement inspiré de C. Tilly, *La France contestée. De 1600 à nos jours*, Fayard, coll. L'espace du politique, 1986, et É. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. Repères, 2019).